



Lettre ouverte des CIVAM à Jean-Michel Le Métayer, président de la FNSEA

## Pour une agriculture plus économe, plus autonome, plus efficace.

Dans votre discours à la tribune du dernier congrès de la FNSEA, après une longue plainte sur les charges supportées par les agriculteurs (sans évoquer les aides inconditionnelles qu'il perçoivent), vous déclarez : "l'agriculture est une industrie lourde" (...) "le paysan doit investir 7 € pour en produire 2 €".

Dans la suite de votre discours, vous ne semblez pas vous interroger sur la signification et les conséquences de ce constat. Pourtant, la raison fondamentale de la crise actuelle de l'agriculture ne réside-t-elle pas justement dans cette « folle course à l'intensification du travail et à la surcapitalisation qui en découle » ?

Ce rapport 7/2 ne suffit-il pas à traduire une irrationalité économique totale ? Alors que la plupart des autres secteurs d'activités tendent plutôt vers un ratio capital/produit de 1/1, voire mieux.

Jusqu'où pensez-vous accepter et justifier cette fuite en avant ? Au lieu de persister à présenter aux agriculteurs une seule voie d'avenir faite d'augmentation continue des volumes produits par exploitation et par actif, sous perfusion d'aides qui stimulent encore la concentration, ne pensez-vous pas qu'il est grand temps pour vous, responsable de la profession agricole, de vous poser et d'examiner quelques questions fondamentales...

. Croyez-vous que la transmission d'exploitations à si faible rationalité économique (rapport capital/produit 7/2 comme vous l'avez dit) soit accessible aux jeunes ? Notamment à ceux non issus du milieu agricole, principal réservoir des installations de demain ?

. Que vaut le principe des économies d'échelle en agriculture ? De nombreuses études montrent que le volume de production et le revenu par actif sont loin d'être toujours liés, en particulier en élevage. (Cf "produire économe et autonome", publication Civam 2009)

. Les bilans énergétiques de processus de production longs et très fortement consommateurs d'intrants (engrais, phytos, aliments importés, énergies fossiles) ne vous posent-ils pas problème ? Les aides aux énergies renouvelables n'ont pas vocation à compenser ces gaspillages, nous semble-t-il.

. Alors que nous vivons une période sans précédent dans la chute des revenus agricoles, ne pensez-vous pas que la fuite en avant dans les volumes/actif, qui devait précisément consolider ce revenu, a relégué en arrière-plan la recherche d'équilibre dans la répartition de la valeur ajoutée alimentaire, du sol à l'assiette ?

. Le budget alimentaire des ménages avoisine 15 % de leur revenu moyen. Les produits agricoles représentent 3% de ce budget, dont à peine 1/5 va rémunérer le travail agricole.

Ne trouvez vous pas là matière à vous interroger sur l'incohérence économique de notre système agro-alimentaire ?

Pour avoir participé à diverses instances, nous savons que ces questions sont très peu débattues. En revanche, vous vous préoccupez très vite du maintien des acquis, des aides et financements palliatifs destinés à voler de crise en crise.

Le débat dont l'agriculture a besoin, est celui de l'efficacité globale des processus de production. La valeur ajoutée dégagée par ces processus doit prendre le pas sur le volume/actif et sur le chiffre d'affaire dans l'appréciation de la cohérence économique. Oublions ce mauvais ratio capital/travail. Travaillons plutôt à maîtriser la surconsommation d'intrants divers vers laquelle nous avons fait peu à peu glisser l'agriculture. Parlons de sobriété et d'efficacité des intrants.

Ce que nous vous expliquons ici, M. le Président, des milliers d'agriculteurs le mettent déjà en pratique, chez eux. Particulièrement dans votre région, en Bretagne.

Ils ont à cœur de promouvoir le développement d'une agriculture productive qui entende les questions de la société : aussi bien celles de l'environnement, du tissu rural, de l'emploi que de l'équité dans le revenu. Pour eux, un progrès de société se juge à l'amélioration des capacités pour chacun à s'insérer dignement dans la communauté pour couvrir l'ensemble de ses besoins.

En tant qu'agriculteurs, la couverture des besoins alimentaires par des produits de qualité nous concerne particulièrement. Mais sans se tromper sur les réponses. Ayons bien à l'esprit que près de 90% de la faim dans le monde est liée à l'insolvabilité des individus et non au manque de nourriture.

Depuis de nombreuses années, les CIVAM redécouvrent avec de nombreux agriculteurs combien nous pouvons trouver intérêts, économique et humain, à respecter la terre. A retrouver les fondamentaux de l'agronomie, de la biodiversité pour dynamiser une photosynthèse productive, base d'une production agricole alimentaire.

Nombre de nos représentants ont participé à ces consultations larges, organisées dans le cadre du Grenelle de l'environnement, consultations que vous dénigrez en assimilant tout avis contraire au vôtre à du «mépris». Votre discours a d'ailleurs conduit à une prise de position d'associations et ONG qui réfléchissent ensemble à une Politique agricole commune plus légitime (voir communiqué du collectif Pac 2013).

Remarquez au passage : ce ne sont pas vos propos les plus provocants à notre rencontre qui nous préoccupent le plus (bien qu'ils dénotent un certain état d'esprit). Ce qui nous inquiète en premier lieu, c'est votre incapacité à "entrer dans le monde d'après", pour paraphraser le slogan du Grenelle. Dans ce moment de mutation d'une société "déboussolée", un grand chantier de reconstruction agricole et rurale nous attend. La réforme de la PAC apportera des réponses, mais pas toutes les réponses. La confrontation de la diversité devra aussi nationalement et très localement nourrir cette mutation.

***Le mouvement CIVAM***